

**Le Grand Conseil
du canton de Berne****Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 3 juin 2014

Grand Conseil**45 2014.0089 Motion 038-2014 Amstutz (Corgémont, Les Verts)
Pour des débats efficaces et compréhensibles au Grand Conseil!**

N° de l'intervention: 038-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 22.01.2014
Déposée par: Amstutz (Corgémont, Les Verts) (porte-parole)
Muntwyler (Berne, Les Verts)
Cosignataires: 7
Date de la réponse: 28 février 2014
Direction: Grand Conseil

Pour des débats efficaces et compréhensibles au Grand Conseil!

Le règlement du Grand Conseil est modifié de telle manière que le déroulement des débats ainsi que les exposés des conseillères et des conseillers d'Etat s'effectuent principalement en français et en *Hochdeutsch*.

Développement

Berne est un canton bilingue. Cependant, lorsqu'on suit les débats au Grand Conseil, on pourrait penser que le canton est trilingue. La troisième langue n'est pas l'anglais, comme bien souvent dans le quotidien, mais le dialecte. Cela n'est plus de notre temps et c'est inefficace. Beaucoup de parlementaires rédigent minutieusement leurs interventions en dialecte et le Secrétariat du parlement les traduit à nouveau en *Hochdeutsch*. Dans le cas contraire, l'intervention à la tribune est rédigée en *Hochdeutsch*, traduite en dialecte pour le plénum et à nouveau traduite en *Hochdeutsch* pour le procès-verbal. La pratique de ce procédé archaïque inefficace va probablement être abandonnée avec le temps.

Le Grand Conseil devrait lui aussi s'impliquer pour davantage d'efficacité, d'autant plus que tous ses membres ont reçu une formation scolaire de neuf ans ou davantage et maîtrisent le *Hochdeutsch*. Ils lisent d'ailleurs quotidiennement des journaux en *Hochdeutsch* et sont en mesure d'utiliser cette langue de façon sûre.

Les débats en dialecte prêteront les francophones. Sur la tribune, les visiteurs du Jura bernois, par exemple, peinent à comprendre quelque chose. Non seulement ils n'entendent pas du *Hochdeutsch*, comme ils l'ont appris à l'école, mais en plus, ils ne peuvent disposer de la traduction (grâce à une oreillette) lorsqu'ils sont de passage à l'Hôtel du gouvernement. Cette pratique est dissuasive aussi pour des classes de passage à Berne qui souhaiteraient assister à une séance du plénum.

Par le passé, la question de la langue utilisée lors des débats a été discutée de différentes manières (M 013/1996 et M 113/2003). On a toutefois uniquement envisagé cela sous l'angle du respect que l'on doit à l'égard de la minorité francophone. Cet aspect est assurément toujours valable. Par contre, les aspects de l'efficacité et des économies sont à considérer, eux aussi, également au niveau du fonctionnement du Grand Conseil bernois.

Il est cependant clair pour l'auteur de la motion que la traduction simultanée des débats doit absolument être maintenue.

Réponse du Bureau du Grand Conseil

La question de la langue des délibérations – dialecte ou allemand standard – a fait débat à plusieurs reprises au Grand Conseil (p. ex. en 1987, 1996 et 2003 [Journal 1987, p. 660 ss, Journal 1996, p. 317 ss, Journal 2003, p. 1012 ss]).

C'est toujours le même argument qui est invoqué pour justifier l'abandon du dialecte, à savoir qu'en s'exprimant dans la langue que la minorité comprend le mieux (l'allemand standard), les germanophones contribuent à une meilleure compréhension entre les deux communautés linguistiques. Le recours à l'allemand standard au Grand Conseil pourrait en outre servir d'exemple pour d'autres secteurs de la vie publique ou de la vie privée (l'école p. ex.) et contribuer à lever les inhibitions des germanophones par rapport à l'allemand standard. Autre argument, celui de l'efficacité : les membres du Grand Conseil rédigent pour la plupart leurs allocutions en allemand standard et les traduisent en dialecte lorsqu'ils les lisent à la tribune; les allocutions sont ensuite retraduites en allemand standard pour le procès-verbal. Le fait que le dialecte soit le vecteur de la communication orale et que tous les germanophones le maîtrisent parfaitement plaide par contre en faveur du maintien du dialecte au Grand Conseil. L'abandon du dialecte nuirait à la spontanéité des débats et à la diversité. La compréhension entre les deux communautés linguistiques est par ailleurs garantie par l'interprétation simultanée.

Le Grand Conseil a à chaque fois opté pour le maintien du dialecte, la dernière fois en 2013, à l'occasion de la révision totale du droit parlementaire. La nouvelle législation sur le Grand Conseil entrera en vigueur le 1^{er} juin 2014, au début de la nouvelle législature. La question de la langue des délibérations est réglée par l'article 12 du règlement du Grand Conseil (RGC) : « Les débats du Grand Conseil et de ses organes se déroulent en français et en allemand (dialecte ou allemand standard) ». L'interprétation simultanée est assurée dans les séances du Grand Conseil et en principe également dans celles des organes du Grand Conseil (les commissions p. ex.) à moins que l'organe concerné n'en décide autrement à l'unanimité de ses membres¹. L'interprétation simultanée n'est pas assurée dans les séances de sections de commission, mais les membres germanophones doivent s'exprimer en allemand standard (art. 13 RGC).

La présente motion demande que l'allemand standard et le français soient désormais les langues des débats en séance plénière. Les membres du Grand Conseil pourraient donc continuer de s'exprimer en dialecte dans les séances de commission et des autres organes. Elle réclame en outre « que le déroulement des débats ainsi que les exposés des conseillères et des conseillers d'Etat s'effectuent *principalement* en français et en *Hochdeutsch* ». Elle ne précise pas dans quels cas le dialecte serait autorisé. Enfin, elle n'exige aucun changement en ce qui concerne l'interprétation simultanée, c'est-à-dire qu'elle devrait continuer d'être assurée dans les séances du Grand Conseil et dans celles des organes.

Compte tenu du fait que la motion ne réclame pas l'abandon pur et simple du dialecte ni de réduction des services d'interprétation simultanée (p. ex. en ce qui concerne les séances de commission)², son potentiel d'épargne et de gain d'efficacité est limité. En tout état de cause, l'argument déterminant pour le Bureau, c'est que chaque fois que la question s'est posée, l'abandon du dialecte a toujours été refusé par le Grand Conseil ces dernières années.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire n°45, motion de M. Amstutz «Pour des débats efficaces et compréhensibles au Grand Conseil». M. Amstutz, est-ce que vous pouvez vous annoncer? A vous, M. Amstutz.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Je remercie le Bureau du Grand Conseil pour sa réponse. Depuis 1987 et ceci pour la quatrième fois, la question de la langue des délibérations – dialecte ou allemand standard – fait débat dans cet hémicycle. Ce n'est probablement pas dû au hasard. En effet, nous habitons dans un canton dont un peu plus de 8 pour cent de la population parle le français. Avec ses 51 548 habitants, le Jura bernois représente 5,2 pour cent de la population bernoise. Il n'est inutile de rappeler que cette région n'est pas à proprement parler bilingue, puisqu'une très grande majorité de sa population est de langue maternelle française et que les enfants suivent leur scolarité en français. Les raisons qui m'ont poussé à déposer cette motion sont les suivantes. Dans notre canton, les deux langues officielles sont l'allemand et le français. La

¹ L'interprétation simultanée sur la tribune du public est garantie pour 40 personnes. Pour des raisons de coût, les oreillettes ne sont toutefois pas mises librement à disposition: elles peuvent être obtenues auprès de l'Administration de l'Hôtel du gouvernement contre présentation d'une pièce d'identité.

² Que ce soit à la Confédération ou dans les autres cantons bilingues, l'interprétation simultanée n'est pas assurée dans les séances de commission. Les parlementaires s'expriment en allemand standard. Actuellement, l'interprétation simultanée coûte 4500 francs par jour pour les séances plénières (3 interprètes à 1500 CHF) et 3000 francs par jour pour les séances de commission (2 interprètes).

langue enseignée à vos enfants, chers collègues du Plateau et de l'Oberland, est l'allemand standard. Ils apprennent à le lire et à l'écrire. La deuxième langue enseignée dans la partie francophone est l'allemand standard et non le dialecte, qui lui, soit dit en passant, est pour ainsi dire une autre langue pour nous. La deuxième langue enseignée dans la partie germanophone est le français. Chez notre voisin fribourgeois, les députés alémaniques minoritaires s'expriment en allemand standard et depuis quelques années les délibérations sont interprétées simultanément. Dans une très grande majorité de cantons alémaniques, les débats ont lieu en allemand standard. Dans les sections des commissions, je me réfère ici à l'article 13 du règlement du Grand Conseil, il est demandé aux membres germanophones de s'exprimer en allemand standard. Dans mon groupe, mes collègues en font de même et je les en remercie. Je vous rappelle l'intitulé de ma motion: «Le règlement du Grand Conseil est modifié de telle manière que le déroulement des débats ainsi que les exposés des conseillères et des conseillers d'Etat s'effectuent principalement en français et en Hochdeutsch – comprenez allemand standard». Permettez-moi d'insister sur l'expression «s'effectuent principalement». Je n'ai pas dit «uniquement». Mon intention n'est pas de contraindre Peter Flück, Bettina Keller, Elisabeth Zäch, Christian Hadorn, Marc Jost, Samuel Leuenberger ou d'autres à ne plus du tout parler leur dialecte. Dans sa réponse, le Bureau souligne avec raison que «c'est toujours le même argument qui est invoqué pour justifier l'abandon du dialecte, à savoir qu'en s'exprimant dans la langue que la minorité francophone comprend le mieux (l'allemand standard) les germanophones contribuent à une meilleure compréhension entre les deux communautés linguistiques. Le recours à l'allemand standard au Grand Conseil pourrait en outre servir d'exemple pour d'autres secteurs de la vie publique ou de la vie privée et contribuer à lever les inhibitions des germanophones par rapport à l'allemand standard». Oui, une meilleure compréhension entre les deux communautés linguistiques passe par une utilisation accrue de votre part de l'allemand standard. Vous le faites très souvent, lors des repas de midi «infos», auxquels je participe. J'apprécie votre effort et je vous en remercie. Je constate avec satisfaction que le Bureau est sensible à l'efficiency: «Les membres du Grand Conseil rédigent pour la plupart leurs allocutions en allemand standard et les traduisent en dialecte lorsqu'ils les lisent à la tribune; les allocutions sont ensuite retraduites en allemand standard pour le procès-verbal». Je regrette cependant que le Bureau considère comme déterminant le refus, ces dernières années, de l'abandon du dialecte par le Grand Conseil. Avec une telle philosophie, je crains que le droit de vote n'eût été accordé aux femmes bernoises que trente ans après le 12 décembre 1971. Dans une très grande majorité des cantons alémaniques, les députés s'expriment en allemand standard. Je comprends mal pourquoi, dans un canton bilingue, les germanophones ne puissent en faire de même. Je reconnais que pour vous le dialecte soit le vecteur privilégié de la communication orale et que vous le maîtrisez parfaitement. Pour moi, c'est loin d'être le cas, même si mes connaissances me rendent bien service. Pourquoi ne pourrait-on pas imaginer que la majorité des interventions préparées par les motionnaires, par les rapporteurs de commissions, les rapporteurs de groupe, ainsi que celles des membres du Conseil-exécutif se fassent en allemand standard? Rien n'empêcherait cependant chaque intervenant individuel de choisir de s'exprimer en dialecte ou non. Faisons preuve d'un peu de créativité, d'inventivité, de souplesse! Hier, vous avez choisi une présidente francophone. Un intervenant, tout en se réjouissant d'entendre parler le français durant cette année, a souhaité que Béatrice Struchen parle lentement. C'est exactement l'avantage que perçoivent les francophones quand leurs collègues alémaniques parlent l'allemand standard. Vous aurez donc l'occasion, avec Béatrice, de parfaire vos connaissances de la langue de Voltaire. Rendez-nous la pareille en vous exprimant le plus souvent possible dans celle de Goethe!

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR). Die FDP lehnt den Vorstoss unisono ab. Ich stelle fest, dass man unter dem Begriff «effizient», wie es im Titel steht, offenbar alles verkaufen kann. Der Begriff wird hier eindeutig überstrapaziert. Es ist ja komisch, dass er ausgerechnet von den Grünen kommt. Das habe ich noch nie gehört; weniger Vorstösse einzureichen wäre ja auch effizient. Die Antwort des Büros überzeugt mich. Wir von der FDP halten ganz klar an der Mundart fest; Mundart ist authentisch, natürlich und Ausdruck unserer Identität und Stärke. Mundart, Dialekt ist eine Art kultureller Diversität – ein Begriff, den eigentlich immer die Grünen im Mund führen. Deshalb halten wir daran fest. Meine Damen und Herren, meinen Sie nicht, die Beratungen würden besser und verständlicher, wenn wir hier in Bühnendeutsch sprächen! Das kann ohnehin niemand, zumindest bezweifle ich es. Nein, im Kanton Bern wollen wir weiterhin Mundart sprechen, wir

brauchen keinen deutschen Einheitsbrei. Und wie gesagt verstehen wir unter Effizienz etwas ganz anderes.

Nebenbei: Ich bin Bieler, Einwohner einer zweisprachigen Stadt. Ich kann Ihnen sagen, dass der welsche Romand besser Berndeutsch versteht als Hochdeutsch. Aber offenbar tickt man im Jura anders. Darum empfehlen wir diesen Vorstoss ganz klar zur Ablehnung.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). War die vorher behandelte vielleicht keine oder doch eine Wahlmotion, ist diese hier eine veritable. Sie verlangt nämlich etwas und wiederum ziemlich nichts. Sie verlangt, dass hauptsächlich Schriftdeutsch und Französisch gesprochen werde. Auf das ominöse Wörtchen «und» werde ich am Schluss noch zu reden kommen. Doch verlangt sie nicht explizit ein Obligatorium der schriftdeutschen oder der französischen Sprache im Parlament.

Die beiden Motionäre gehen in ihrer Begründung auch von einer völlig falschen Voraussetzung aus. Sie begründen den Vorstoss damit, dass man in diesem Parlament drei Sprachen rede, nämlich Schriftdeutsch, Französisch und noch eine Fremdsprache – Berndeutsch. Kolleginnen und Kollegen, das stimmt nicht! Das stimmt schlichtweg nicht. Für Grossrätinnen und Grossräte französischer Sprache ist Französisch die Muttersprache. Für Ratsmitglieder berndeutscher Muttersprache ist Berndeutsch und eben nicht Schriftdeutsch die Muttersprache. Schriftdeutsch ist für Leute berndeutscher Provenienz eine fremde Sprache, die man zuerst erlernen muss. In der Sprache drückt man sich aus, und ausdrücken kann man sich meistens am besten in der Muttersprache. Leute berndeutscher Muttersprache sind vielfach weniger gehemmt und weniger desillusioniert, wenn sie in diesem Parlament politische Argumente in ihrer Muttersprache vorbringen können. Das können nämlich die Ratsmitglieder französischer Muttersprache auch. Wir haben volles Verständnis dafür, wenn die Motionäre argumentieren, für die Französischsprachigen auf der Tribüne, aber auch im Parlament sei es manchmal schwierig, die berndeutsche Sprache im Rat zu verstehen. Ja, Kolleginnen und Kollegen, das ist so. Für Kolleginnen und Kollegen deutscher Sprache im Parlament, aber auch auf der Tribüne ist es manchmal ebenfalls schwierig, die französische Sprache hier im Saal zu verstehen und die Nuancen und Finessen der politischen Argumentation zu begreifen. Dafür steht uns Simultanübersetzung zur Verfügung, die sich bisher hervorragend bewährte. Davon wollen wir nicht abkommen. Das wollen übrigens auch die Motionäre nicht.

Mit der Überweisung dieser Motion erzielen wir im Parlament auch keine Einsparung. Wir haben lediglich eine Absichtserklärung, vermehrt Schriftdeutsch zu sprechen. Diese Absicht können wir nicht durch einen parlamentarischen Vorstoss oder eine Änderung der Geschäftsordnung einleiten, der Geschäftsordnung wohlverstanden, die wir gerade letztes Jahr in diesem Parlament nach einer Totalrevision beschlossen haben. Die beiden Herren, die diese Motion einreichten, waren schon damals im Rat. Sicher wäre es sinnvoller gewesen, dieses Anliegen einzubringen, als die Geschäftsordnung neu festgelegt wurde.

Letztlich noch zum Killerargument: Lesen Sie die deutsche Übersetzung dieses Vorstosses – ich gehe davon aus, dass sie stimmt –, steht da, der Vorstoss verlange, dass die Beratung im Plenum sowie die Wortmeldungen der Regierungsmitglieder hauptsächlich auf Schriftdeutsch und Französisch erfolgen sollten. Der Vorstoss verlangt also eine Beratung kumulativ von jeder einzelnen Person auf Schriftdeutsch und Französisch. Das heisst, dass der Leuenberger sein Votum sowohl in Schriftdeutsch als auch in Französisch halten müsste, damit der Vorstoss entsprechend umgesetzt wäre. Kolleginnen und Kollegen, das liegt sehr wahrscheinlich nicht in der Absicht der beiden Motionäre. Darum werden wir diese Motion nicht unterstützen. Ich bitte den Rat, sie abzulehnen.

Roberto Bernasconi, Malleray (PS). Für unsere Fraktion ist diese Motion etwas speziell. *(Monsieur Bernasconi prononce cette phrase en bernois, en allemand standard et en français.)* Effectivement, pour notre groupe, cette motion est un peu spéciale. Tout d'abord, parce qu'elle partage exactement notre groupe. Une partie d'entre nous va soutenir cette motion pour les raisons évoquées par Pierre Amstutz, le motionnaire, en pensant que le suisse-allemand doit disparaître des débats et que nous devons, comme dans les écoles et les médias, parler le bon allemand. Par contre, le risque est bien sûr, qu'à court terme et pour des raisons d'économie ou de compréhension, l'interprétation soit supprimée. Pour une autre partie du groupe, cette motion n'a pas sa raison d'être, puisque le suisse-allemand est le langage utilisé par la plupart des députés et qu'il est normal que les discussions dans ce cénacle aient lieu en suisse-allemand, d'autant plus

que pour les francophones il y a une interprétation simultanée. C'est donc pour ces raisons que le groupe socialiste va pratiquement être partagé moitié-moitié pour cette motion. Nous n'avons donc pas de recommandations particulières pour le reste du parlement.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Die EVP ist in dieser Frage ebenfalls moitié-moitié, aber ein wenig mehr moitié dagegen. Ich führe drei Gründe für die Ablehnung an; die anderen wird Kollege Aeschlimann noch darlegen. Der erste Grund scheint mir der wichtigste: Bereits in der alten Geschäftsordnung und jetzt auch in der neuen steht, am Rednerpult könne Berndeutsch wie auch Schriftdeutsch gesprochen werden. Längst ist es also für all jene möglich, Schriftdeutsch zu sprechen, die finden, der Ratsbetrieb würde dadurch effizienter oder besser. Ich fordere die Motionäre auf, zumindest denjenigen berndeutscher Muttersprache, hier Schriftdeutsch zu sprechen. Und wer die Motion annehmen will, soll am Rednerpult künftig bitte Schriftdeutsch reden. Können Sie uns davon überzeugen, dass die Ratsdebatten moderner und effizienter werden – diese beiden Wörter entnahm ich dem Motionstext –, wird mit der Zeit sicher die Mehrheit auch damit anfangen. Dem würde ich mich dann anschliessen.

Der zweite Grund: Ein echtes Sparpotenzial sieht die EVP-Fraktion mehrheitlich nicht. Ob beim Schreiben des Protokolls von Berndeutsch ins Schriftdeutsch übersetzt wird oder ob die Voten bereits schriftdeutsch abgegeben werden, macht nicht derart viel aus, dass es ins Gewicht fiele. Und wenn schon, müssten wir darüber diskutieren, die Übersetzung einzusparen. Darin läge echtes Sparpotenzial. Wie bereits Samuel Leuenberger sagte, ist für alle mit berndeutscher oder anderer Mundart als Muttersprache Aufgewachsenen die Schriftsprache eine Fremdsprache. Wir alle, oder zumindest die meisten, haben mindestens neun Jahre die Schule besucht und sollten eigentlich zum Berndeutsch Schriftdeutsch oder Französisch als erste Sprache und im zweiten Teil der Volksschule noch die andere gelernt haben. Folglich sollten wir alle in der Lage sein, Französisch und die Schriftsprache zu verstehen. Wenn schon, müssten wir also über das echte Sparpotenzial im Zusammenhang mit dem Verständnis hier im Rat reden.

Drittens schreiben die Motionäre «hauptsächlich» Schriftdeutsch und Französisch. Das finde ich sympathisch, vorhin hat Pierre es bereits angetönt. Eine gewisse Spontaneität bliebe erhalten, vielleicht bei den Einzelsprechenden oder bei spontanen Voten. Aber diese Formulierung ist unklar und spricht ebenfalls dagegen, die Motion so anzunehmen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Hochdeutsch: Eigentlich wollte ich hier ein flammendes Plädoyer halten, damit man künftig die Debatte in Hochsprache halten kann. Im Gegensatz zu andern hier im Rat finde ich, es wäre manchmal ganz gut, wenn durch allenfalls vorhandene Hemmungen beim Gebrauch der Standardsprache die Spontaneität etwas eingeschränkt wäre. Die grössten Fraktionen als eine klare Mehrheit hier halten ihre Fraktionssitzungen in der Hochsprache ab, weil so die Verständigung innerhalb der zwei Sprachgruppen einfacher wird.

Schriftdeutsch: Es ist mir schon klar, dass viele meinen, wenn sie Hochdeutsch sprechen, töne es öppen ein bisschen holperig. Komischerweise stören die zum Teil holperigen inhaltlichen Argumentationen hier dann weniger.

Berndeutsch: We me chli guet zuelost – i gibes zue, das isch hie nume säute der Fau –, merkt me o, das ds meischte, wo hie gseit wird – das hie gseit wird –, schriftdütsch ufgschribe wird. Dir heit gmerkt, jitz hanis scho wider korrigiert. We dir jtz grad heit zueglost, hüüfig chöme so komisch Fähler. Me würd nämlech korekt säge: «Ds meischte, wo hie gseit wird.» Aber wiu mes schriftdütsch ufschriibt, tuet mes när fautsch übersetze. Obe mues es när wider übersetzt wärde, u die, wo hinger-drann protokolliere, o no grad einisch. Aber äbe, das wäri äüä de scho Sprachniveau C2 im Bärndütsch.

Wollen Sie also schon den Dialekt beibehalten, schreiben Sie doch Ihre Manuskripte bitte auch im Dialekt auf. Dann stimmen nämlich auch die Satzstellung und der Wortschatz. Die Gegenargumente sind einerseits die schon aufgeführte Spontaneität und zudem, dass es hier schon immer so gehandhabt worden sei oder man es noch nie anders gemacht habe. Und überhaupt könnte da jeder kommen!

Darum halte ich das flammende Plädoyer jetzt halt nicht. Mit einer Gegenstimme lehnt die glp nämlich die Motion ab. Aus Datenschutzgründen sage ich nicht, wer sie angenommen hätte.

Manfred Bühler, Cortébert (UDC). Beaucoup de choses ont déjà été dites, je ne vais pas les répéter, je peux me rallier, au nom du groupe UDC, à l'essentiel des arguments contre la motion. Je

vais encore parler de deux ou trois points qui me paraissent néanmoins importants. On nous parle de gain, d'efficacité: honnêtement, je me pose sérieusement la question de savoir où nous trouverions des gains d'efficacité si l'on s'exprimait en *Hochdeutsch* et en français, si effectivement on lit le texte de la motion, qui est clair à ce sujet. Il faudrait en effet que chacun parle finalement dans les deux langues, ce qui ne paraît certainement pas être l'intention des motionnaires. Si on veut faire de vrais gains d'efficacité, cela a été dit, il faudrait envisager la suppression de l'interprétation simultanée, puisque si on suit l'argumentation des motionnaires, nous devrions parfaitement nous comprendre, puisque nous ne parlerions plus que français et *Hochdeutsch*, les deux langues enseignées à l'école obligatoire au moins neuf ans pour chacune et chacun d'entre nous. Je ne crois pas que cela serait un bon signal si le parlement bernois décidait d'être plus efficace en supprimant l'interprétation simultanée. En Suisse, nous avons un grand principe en politique, qui est valable notamment aussi au niveau fédéral, c'est que chacun s'exprime dans sa langue et que les autres sont sensés la comprendre, sinon on a précisément l'interprétation simultanée. Cela fait partie, en quelque sorte, de l'ADN politique de notre pays. L'ADN politique est aussi un peu l'identité. L'identité du Jura bernois, l'identité des francophones est protégée par la Constitution dans ce canton, c'est très bien ainsi, mais je crois que par effet miroir, il faut aussi penser à l'identité des Alémaniques. L'identité des Alémaniques, l'ADN politique des Alémaniques, c'est de pouvoir s'exprimer dans leur langue maternelle, qui est le *Schwizerdütsch*. C'est beaucoup plus naturel, cela rend les débats beaucoup plus spontanés, et je crois que c'est aussi respecter dans l'autre sens l'identité des Alémaniques que de leur permettre de s'exprimer en dialecte ici. Dernière raison: Es natiirlichs Oberlender Tiitsch ischt doch vil scheener als es meh oder weniger holperigs kinschtlichs Hochtiitsch.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). (*L'orateur s'exprime en allemand standard.*) Die Motion will Beratungen effizienter und für die Bernjurassier besser verständlich machen. Die Motion will keine Signalwirkung haben zum Beispiel für Schulen, wie es im Text steht. Da möchte ich doch das Büro mal bitten, in die Schule zu kommen, zum Beispiel in die Berner Fachhochschule. Da wird nur Hochdeutsch gesprochen, oder in Biel wird bilingue Unterricht gemacht. Oder bei den Masterklassen machen wir alles auf Englisch. Denn Sprachkompetenz ist heutzutage, sehr geehrte Kolleginnen und Kollegen, eine ganz wichtige Grundlage, wenn Sie sich im Alltagsleben bewähren wollen. Meine Studierenden, Ingenieurinnen und Ingenieure, die werden von mir gedrillt, damit sie sich in Hochdeutsch sehr gut ausdrücken können. Sie werden nämlich in technischen Arbeitsgruppen sein, in Verkaufsgesprächen, Präsentationen. Dort wird es deutsche Ingenieurinnen und Ingenieure haben. Und wenn unsere Leute nicht sehr eloquent sind, werden sie unterliegen. Später werden sie merken, dass sie das Gleiche noch auf Englisch machen müssen. Auch das bringen wir ihnen bei. Es ist also ein kompetitiver Vorteil, wenn man sprachkompetent ist und auch Hochdeutsch sprechen kann.

Zur Effizienz: Als ich in den Rat kam, war ich sehr erstaunt, dass es Leute gab, die auf Hochdeutsch ihre Reden schreiben, dann aber auf Mundart reden. Weiter habe ich gesehen, dass es sogar Leute gibt, die ihre Rede auf Mundart schreiben, meistens im Zweifingersystem, und sie auch auf Mundart halten. Das ist relativ kompliziert. Ich habe gestern so eine Spezialausgabe machen lassen bei einem grossen Pressehaus, mit dem ich seit dreissig Jahren gut zusammenarbeite, alles auf Mundart. Ich glaube nicht, dass das viele gelesen haben. Es ist einfach nicht so gut verständlich. Wir lesen nämlich immer auf Hochdeutsch. Und da kommen wir zur Effizienz. Und ich kann Herrn Klopfenstein versichern: Die Grünen wissen sehr gut, was Effizienz ist. Denn wenn wir ein nachhaltiges System wollen, muss immer die Effizienz optimal sein. Kommen Sie mal zu uns in die Berner Fachhochschule. Sie werden sehen, es dreht sich immer alles um Effizienz. Wir sind da also ziemlich kompetent – auch noch in ein paar anderen Sachen; aber das ist jetzt nicht das Thema.

Wenn in anderen Deutschschweizer Kantonen Hochdeutsch gesprochen wird im Parlament, dann sollten gerade wir, die zweisprachig sind – wie in Freiburg und im Wallis –, Hochdeutsch sprechen. Da sind wir heute im Kanton Bern hindendrein. Und wenn wir sagen, wir wollen einen modernen Kanton, einen aufgeschlossenen Kanton, der etwas mehr in Bewegung kommt, dann denke ich, sollten wir das auch hier im Parlament sehen und auch hören. Weil das vielleicht nicht jeder ganz so eloquent kann, ist es ja kein Muss. Sondern es kann ja durchaus auch bei einem so sein, dass er halt vielleicht trotzdem bei der ihm vertrauteren Mundart bleibt.

Es wurde auch gesagt, die spontanen Redebeiträge seien dann verhindert. Da muss ich an eine alte Funckerregel aus dem Militär erinnern, die heisst: «Denken, drücken, sprechen». Das sollten

auch wir hier machen. Deshalb empfehle ich Hochdeutsch für die, die das können, als Umgangssprache. Da haben Sie nämlich weniger Aufwand, und das ist ein Beitrag zu mehr Effizienz.

La présidente. Nous passons aux intervenants à titre personnel. M. Hamdaoui, vous avez la parole.

Mohamed Hamdaoui, Bienne (PS). Cher collègue Amstutz, j'ai de la sympathie et de la compréhension pour votre motion, mais je vais néanmoins la rejeter. En tant que Biennois, francophone et pas totalement bilingue, je dois dire que lorsque je vais dans un endroit public, j'attends qu'on s'adresse à moi en français, c'est de moins en moins souvent le cas, ou alors en dialecte. Mais lorsqu'on me parle en *Hochdeutsch*, en soi-disant bon allemand, je me sens presque étranger dans ma ville ou dans mon canton. Il est vrai que dans ce canton, il y a une relation assez particulière, assez affective avec le dialecte, qu'il soit le *Berndütsch*, le *Bielerdütsch*, le *Thunerdütsch* ou le *Mont-sur-Tramelan-Dütsch*. De ce point de vue là aussi, deuxième argument qui m'amène à recommander le rejet de cette motion, c'est qu'en tant que francophone, je ne vois pas au nom de quoi j'imposerais ou je recommanderais aux Alémaniques de parler dans une langue, s'ils ne souhaitent pas le faire. C'est un fait, c'est une réalité, nous sommes la Chambre du peuple de ce canton, la majorité du peuple dans ce canton parle un dialecte et je ne vois pas pourquoi certains élus, qui ne sont pas à l'aise en *Hochdeutsch*, seraient obligés de le faire, pour nous faire soi-disant plaisir. Enfin, il est vrai que la vraie révolution, le vrai courage, pas seulement pour des raisons économiques, serait de se passer des interprètes, comme cela se passe au Conseil de ville de Bienne par exemple, où chacun parle dans sa langue et se comprend. Mais apparemment, ce n'est pas demain la veille que cela va se passer ainsi ici, d'après ce que j'ai vu depuis hier.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Ich gebe offen zu, dass ich grosse Sympathie für diesen Vorstoss habe. Ich rede jedoch für die Minderheit der EVP-Fraktion.

(L'orateur s'exprime en allemand standard.) Ich erlaube mir, das Weitere in Hochdeutsch zu sagen. Die Diskussion über die Frage, welche Sprache für unsere doch sehr sprachlastige Arbeit zu gebrauchen sei, verlief in unserer Fraktion nicht entlang der üblichen politischen Linien. Die mit der Motion aufgeworfene Frage berührte nicht das eigentliche Kerngeschäft unserer politischen Arbeit. Aus meiner Sicht hat die gewünschte sprachliche Veränderung sehr viel mit Respekt und Entgegenkommen zu tun. Es geht um den Respekt gegenüber all jenen Personen in diesem Ratssaal, die eine andere Muttersprache erlernt haben. Bei der Wahl unserer Grossratspräsidentin wurde gestern von vielen Sprecherinnen und Sprechern die Chance der sprachlichen Verständigung betont. Der Wunsch, die neu gewählte Präsidentin möge ihre Sprechgeschwindigkeit auf die langsamer sprechende Mehrheit abstimmen, hallt noch heute im Saal nach. Denken Sie gut nach. Die mundartsprachige Mehrheit in diesem Rat sieht sich nun für ein Jahr lang in die Situation unserer französischsprachigen Freunde versetzt. Stellen Sie sich vor, die Präsidentin würde das Tempo ihrer Sprache nicht verringern und zusätzlich noch in einen archaisch volkstümlichen Slang – pardon, ich sage Dialekt – verfallen. Der sprachliche Overload würde im Ratssaal vermutlich für etliche Verwirrung sorgen. Ich denke aber auch an unsere Gäste auf der Tribüne. Der politisch motivierte Kadermitarbeiter aus dem Südtirol, der soeben eine standortgeförderte Stelle in Bern angetreten und sich nun ein Bild seines neuen Wohnorts machen will, könnte eine in der Schriftsprache geführte Diskussion problemlos mitverfolgen – nur ein Beispiel.

Auch für Immigrantinnen und Immigranten mit einem anderen sprachlichen Hintergrund würde die Schwelle des Sprachverständnisses tiefer gelegt. Gestern Abend im Zug stolperte ich aber beinahe zufällig nochmals über das Thema. Vor mir lag – zugegeben etwas unbeachtet – die Pendlerzeitung «Blick am Abig», bis ein roter Balken mit dem Text «Hütt uf Dialäkt» meine Aufmerksamkeit provozierte. Ich las die Begründung des Redaktors für die sprachliche Neuschöpfung. «Scho mini Aared an Sie sait, was mir mit dere Usgab wänd: a Bitz zämerugge, Verständnis und Interessä schaffe für de Dialäkt, also für üseri Herzenssproch.» Und weiter «I Zörcher Chindergärte güt set knapp zwöi Jahr Mundartpflicht. Das finde ou Usländeröutere guet.» Mit Verlaub, meine Kolleginnen und Kollegen, mit Zusammenrücken hat das nichts zu tun, vielmehr mit Ausgrenzung. Wenn in einer Multikulti-Gesellschaft diejenigen mit sprachlichen Schwachstellen zusätzlich noch ein linguistisches Birchermüesli entziffern müssen, wird vielleicht die zaghafte Beziehung zur neuen Heimat zusätzlich

belastet. Ändern wir diesen Anachronismus auf der politischen Landkarte! Keine Angst, Sie können auch weiterhin in Ihren Voten von Billett, Perron, Tram, Penalty, Goalie und so weiter sprechen und müssen nicht Fahrkarte, Bahnsteig, Strassenbahn, Strafstoss, Torhüter und so weiter in Ihre Voten einbauen.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, setzen Sie ein Zeichen des Entgegenkommens und der Verständigung; eine kleine Massnahme für den Rat, jedoch eine grosse Geste des Aufbruchs für den gesamten Kanton! Danke.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). La discussion se déroule surtout dans la langue allemande. C'est évidemment une question qui se pose de savoir s'il faut mener les débats du Grand Conseil en allemand standard, *Hochdeutsch*, ou dans un des nombreux dialectes extraordinaires du canton de Berne, en sachant que du coup ce n'est pas évident de comprendre facilement tout par tout le monde. Je préfère que l'on discute en allemand standard, *Hochdeutsch* alors, pour faciliter la compréhension entre tous et toutes et surtout pour nos amis francophones et pour nos visiteurs. Si quelqu'un veut éviter de parler en allemand standard, il peut toujours parler en français. Prenez cette intervention comme exemple. N'oublions pas que c'est un enrichissement pour tous et toutes de vivre dans un canton bilingue.

La présidente. J'aimerais vous rappeler que lorsque nous avons un débat libre, les intervenants à titre personnel n'ont que trois minutes.

Erich Hess, Berne (UDC). Geschätzte Frau Grossratspräsidentin, liebe Grossratsmitglieder, lieber geschätzter Herr Grossrat und Professor Muntwyler, besten Dank für Ihr schriftdeutsches Votum! In Ihrem Votum haben Sie wohl vergessen, dass Ihre Schülerinnen und Schüler wahrscheinlich ihre SMS untereinander heutzutage auf Berndeutsch verfassen. Und das Hochdeutsch, das Sie sprachen, war ungefähr so, dass ein Deutscher ungefähr innert einer Minute herausgefunden hätte, dass Sie sicher keiner sind und somit wahrscheinlich auch kein reines Hochdeutsch sprechen.

Hochdeutsch sprechen ist gegen die Integration. Das sieht man gerade auch beim vorangehenden Votanten, Herrn Sancar, der nach vielen Jahren hier in der Schweiz noch nicht wirklich Berndeutsch sprechen kann. Besser wäre gewesen, man hätte mit ihm etwas mehr Berndeutsch gesprochen. Der Vergleich mit dem Wallis und Freiburg wurde angeführt. Da besteht aber eine grosse Differenz, nämlich darin, dass sie über keine Simultanübersetzung verfügen. Somit ist klar, dass man ein klein wenig aufeinander zugehen muss und nicht einfach seine Muttersprache sprechen kann. Sie verstehen sich denn auch nicht immer alle ganz so gut. Ich habe einige Kollegen, die im Wallis oder auch in Freiburg im Parlament sitzen. Es ist anmutig von Herrn Amstutz, in seiner Motion für sich selber zu erwarten, dass er seine Muttersprache hier weiterhin freizügig sprechen darf, während wir eine Fremdsprache, sprich Hochdeutsch, sprechen sollten.

Ich bitte Sie, diesen Vorstoss ganz klar abzulehnen. Auch wenn Sie ihn annehmen, werde ich in Zukunft hier innen Berndeutsch «schnure». Besten Dank für die Aufmerksamkeit.

La présidente. Est-ce que le motionnaire veut la parole maintenant ou après la déclaration de M. Jost? Après, donc M. Jost a la parole pour le Bureau.

Marc Jost, Thoune (PEV), rapporteur du Bureau du Grand Conseil. Am Umfang der Debatte merkt man, dass es um eine sehr heisse politische Frage geht. Ich beschränke mich darauf, die Sicht des Büros zusammenzufassen und nicht die Antwort in aller Ausführlichkeit wiederzugeben. Welches sind die wichtigsten Punkte? Erwähnt wurde, dass in der Vergangenheit verschiedentlich über diese Frage befunden worden sei, mindestens dreimal. Gerade vor Kurzem wurde bei der Parlamentsrechtsrevision dieser Punkt belassen wie bis anhin. In der Kommission erkannte man keinen Änderungsbedarf. Die wichtigsten zwei Punkte für das Büro, den Vorstoss zur Ablehnung zu empfehlen, waren, dass es überzeugt ist, mehr Effizienz wäre nur sehr geringfügig zu erreichen mit der neuen Regelung – wenn überhaupt – und in diesem Sinn das Sparpotenzial klein sei. Zum anderen fiel schlicht die Tatsache ins Gewicht, dass der Grosse Rat in all den vergangenen Debatten und Entscheiden die praktizierte Lösung immer als gut befunden und dies auch erst kürzlich bei der Parlamentsrechtsrevision wieder bestätigte hatte. Deshalb empfiehlt das Büro den Vorstoss zur Ablehnung.

La présidente. Le motionnaire M. Amstutz a la parole.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Il y a en tout cas une chose dont vous m'avez convaincu, c'est que le dialecte est le langage du cœur, parce que vous avez mis beaucoup de cœur pour argumenter. Je vous remercie d'ailleurs pour ce débat. Je ne vais pas m'étendre, juste donner quelques précisions. Il y a une question de traduction, je m'adresse à Samuel Leuenberger, dans le début de la version française, on parle de «s'effectue principalement en français et en *Hochdeutsch*», alors que dans la version allemande c'est «en français ou en *Hochdeutsch*», petite nuance. Simplement, sur ces points-là, je me pose la question de savoir si un de nos collègues dépose prochainement une motion pour qu'au lieu d'apprendre l'allemand standard dans nos écoles, on apprenne le dialecte. Concernant la tribune, j'ai remarqué juste après avoir déposé ma motion, que tout le matériel existe pour les visiteurs; je demande encore une fois à la Chancellerie ou à l'administration de marquer de manière beaucoup plus visible que ce matériel existe et qu'on peut l'emprunter et de systématiquement avertir les enseignants qui viendraient visiter le Grand Conseil de demander ce matériel. Peut-être une dernière précision à Erich Hess. Je suis d'accord avec lui, en Valais, il n'y a pas d'interprétation, mais dans le canton de Fribourg il y a une interprétation. Je transforme cette motion en postulat.

La présidente. Vous avez entendu, cette motion a été transformée en postulat, donc nous allons voter sur un postulat. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui le rejettent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui	40
Non	102
Abstentions	5

La présidente. Vous avez rejeté ce postulat.